Le Conseil,

Vu le rapport du 6 décembre 1996, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Le projet de budget primitif 1997 du budget annexe des eaux qui est soumis à votre approbation a été arrêté à 289 125 739 F.

Le budget, dans sa masse, ne reflète pas le volume d'activité en raison de l'affermage de l'exploitation et de la comptabilisation des créances de TVA qui gonflent artificiellement les masses. Les montants inscrits le sont pour leur valeur TTC.

Budget primitif 1997 - budget annexe des eaux - présentation générale (en F) - tableau n° 1 -

Libellés	Dépenses	Recettes
Exploitation		
mouvements réels	53 203 314	140 783 185
intérêts courus non échus	1 375 656	
autofinancement net prévisionnel	31 000 000	
dotations aux amortissements	65 544 757	10 340 542
total de l'exploitation	151 123 727	151 123 727
Investissement		
mouvements réels	127 661 470	40 081 599
intérêts courus non échus		1 375 656
autofinancement net prévisionnel		31 000 000
amortissements	10 340 542	65 544 757
total de l'investissement	138 002 012	138 002 012
total du budget	289 125 739	289 125 739

1 - Caractéristiques financières -

Ce budget annexe est régi par l'instruction comptable M 49. En 1997, il ne change ni de mode de vote ni de méthodes de comptabilisation. En revanche, en raison du changement de système d'information, la gestion financière se fera par opération comme dans les autres budgets communautaires.

Les crédits sont inscrits pour leur montant toutes taxes comprises avec, en investissement, les reversements de la TVA récupérée auprès des services fiscaux. Ceci donne lieu à des écritures d'ordre, en dépenses et en recettes, augmentant artificiellement la masse budgétaire de 12,159 MF.

La section d'exploitation retrace les flux financiers entre la Communauté et ses fermiers par la perception des redevances d'exploitation et de remboursement de la dette des biens transférés au moment de l'extension de l'affermage (1986). Elle supporte les intérêts de la dette et les amortissements des investissements réalisés précédemment.

2 - Caractéristiques techniques -

La production annuelle d'eau potable (120 millions de mètres cubes) se fait à partir de la zone de captage de Crépieux-Charmy située en amont de Lyon dont il faut assurer la sécurité. Les eaux sont traitées par les usines de Crépieux et de Croix-Luizet et si besoin est, par celle de Rillieux la Pape. La distribution, auprès de 260 000 abonnés environ, est assurée par un réseau d'adduction de 3 600 kilomètres.

SECTION D'EXPLOITATION

Elle s'élève à 151 123 727 F, soit - 7,33 % par rapport à l'an dernier. L'autofinancement net prévisionnel est estimé à 31 MF.

1 - Analyse des produits -

1.1 - Les redevances versées par les compagnies fermières s'élèvent à 132,9 MF dont 54,3 MF au titre de la redevance d'exploitation. Elles représentent 94 % des produits réels de ce budget.

Le premier élément de la redevance (avenant n° 7 au traité d'affermage) assure la prise en charge pour 73,4 MF par les fermiers des amortissements et frais financiers des biens transférés au 1er janvier 1987. Il suit le tableau d'amortissement de cette dette et diminue de 2,52 %.

Le deuxième élément de la redevance, due pour l'exploitation du service, s'élève à 54,3 MF. Son évolution est fixée contractuellement. Un avenant n° 11 au contrat d'affermage, présenté par rapport séparé, modifie le prix de vente de l'eau. Pour les consommations entre 0 et 3 000 mètres cubes par semestre, le prix de base de l'eau matière première serait de 7 F HT par mètre cube au 1er janvier 1997.

1.2 - Les autres recettes proviennent des remboursements de charges de personnel et de taxes foncières, et de la contre-valeur de la redevance Voies navigables de France (0,015 F HT par mètre cube).

Budget primitif 1997 - budget annexe des eaux - produits d'exploitation (en F TTC) - tableau n° 2 -

	Libellés	Budget primitif 1996	Budget primitif 1997	Evolution 1997/1996 (en %)
64	Charges de personnel	2 750 000	2 850 000	3,64
70	Vente de produits	40 000	328 000	ns
75	Autres produits de gestion courante :	67 845 500	56 682 800	16,45
	- redevance d'exploitation (2° élément)	66 695 500	54 322 800	- 18,55
	- redevance Voies navigables de France	1 150 000	2 350 000	ns
	- remboursement actes contentieux		10 000	ns
76	Produits financiers :	80 509 117	78 606 885	-2,36
	- premier élément de la redevance (dette)	75 295 070	73 394 182	-2,52
	- autres remboursements (dont usine de secours)	5 214 047	5 212 703	-0,03

77	Produits exceptionnels :	11 932 135	12 656 042	6,07
	- amortissements (1)	9 587 135	10 340 542	7,86
	- taxes foncières	1 700 000	1 720 500	1,21
	- rattachement des produits à l'exercice	645 000	595 000	-7,70
	total produits d'exploitation (2)	163 076 752	151 123 727	-7,33
	dont mouvements réels (2-1)	153 489 617	140 783 185	-8,28

(ns : non significatif).

2 - Analyse des charges -

2.1 - Les charges réelles, détaillées dans le tableau n° 3, s'élèvent à 53 203 314 F, soit une diminution de plus de 5 % par rapport à 1996. Ce tassement des charges d'exploitation reflète essentiellement la diminution de la charge des intérêts de la dette (-12,55 %) ainsi que celle des services extérieurs (- 9,07 %).

2.2 - La charge des amortissements progresse de 5,42 %, conséquence des investissements importants des années antérieures qu'il faut amortir.

2.3 - L'autofinancement net prévisionnel ressort à 31 MF. Ceci permet de dégager un autofinancement brut de 87,6 MF.

Budget primitif 1997 - budget annexe des eaux - charges d'exploitation (en F TTC) - tableau n° 3 -

	Libellés	Budget primitif 1996	Budget primitif 1997	Evolution 1997/1996 (en %)
60	Achats et variation de stocks	85 000	100 000	17,65
61	Services extérieurs :	1 961 000	1 783 140	- 9,07
	- informatique	554 000	570 000	2,89
	- primes assurances	212 000	187 840	- 11,40
	- entretien matériel	115 000	105 000	- 8,70
	- charges de copropriété	1 000 000	500 000	- 50,00
	- frais de stages	80 000	420 300	ns
62	Autres services extérieurs :	2 066 700	2 219 200	7,38
	- rémunérations de prestations de service	1 920 000	2 095 000	9,11
	- frais d'insertion	100 000	80 000	- 20,00
	- affranchissements et télécommunication	10 000	10 000	0,00
	- frais de mission, services bancaires	36 700	34 200	- 6,81
63	Impôts et taxes :	3 006 056	4 231 500	40,77
	- versement transport , bonifications d'intérêts	60 533	60 500	- 0,05
	- CNFPT	40 523	40 500	- 0,06
	- taxes foncières	1 700 000	1 720 500	1,21
	- redevance VNF	1 150 000	2 350 000	ns
	- autres impôts	55 000	60 000	9,09

64	Charges de personnel :	9 324 087	9 310 800	- 0,14
	- rémunérations	5 631 183	5 580 000	- 0,91
	- cotisations URSSAF	652 872	650 000	- 0,44
	- CNRACL et mutuelles	2 984 282	3 080 000	3,21
	- médecine du travail, aides sociales	55 750	800	ns
65	Autres charges de gestion :	750 000	750 000	0,00
	- créances irrécouvrables	300 000	300 000	0,00
	- charges de gestion courante	450 000	450 000	0,00
66	Charges financières :	33 383 468	29 194 325	-12,55
	- intérêts à long et moyen termes	33 383 468	29 194 325	- 12,55
67	Charges exceptionnelles :	5 197 312	5 125 000	- 1,39
	- syndicat Saône et Doubs	27 500	23 000	- 16,36
	- comité social	67 550	20 000	- 70,39
	- capital transféré usine de secours	4 932 000	4 932 000	0,00
	- rattachement des charges à l'exercice	100 000	100 000	0,00
	- annulations exercices antérieurs	70 262	50 000	- 28,84
	Sûreté budgétaire	297 285	489 349	ns
	Mouvements réels	56 070 908	53 203 314	- 5,11
68	Dotations aux amortissements :	62 177 736	65 544 757	5,42
	- amortissements techniques	58 661 915	62 028 936	5,74
	- transfert de charges	3 515 821	3 515 821	0,00
66	Intérêts courus non échus	328 108	1 375 656	ns
	Autofinancement	44 500 000	31 000 000	- 30,34
	total charges d'exploitation	163 076 752	151 123 727	- 7,33

(ns : non significatif)

SECTION D'INVESTISSEMENT

L'équilibre de la section d'investissement s'est fait à hauteur de 138 002 012 F en dépenses et en recettes.

A l'occasion du changement de système d'information comptable et financière pour l'exercice 1997, le suivi des projets d'investissement vous est proposé par "opération". La notion nouvelle d'opération remplace la notion de dossier avec une dimension plus ample. Les opérations regroupent dorénavant les actions menées pour assurer la sécurité de la ressource, la capacité de stockage, les réseaux, la logistique (moyens généraux et informatiques).

1 - Les investissements opérationnels -

Ce sont 72,066 MF TTC de travaux qui sont inscrits, financés en partie par l'Agence de bassin (9,3 MF) et la récupération de la TVA (12,159 MF). Ainsi, la charge nette est de 50,607 MF. A titre informatif, celle de 1996 s'élevait à 58,243 MF. Cette évolution résulte en partie de l'augmentation des taux d'aide de l'Agence de l'eau.

Parmi les travaux, 25,5 MF sont proposés pour assurer la sécurité de la ressource dont 3MF consacrés à préserver de la pollution lors de retours d'eau, 5 MF pour la télégestion et 5 MF pour la mise en sécurité des installations électriques. Pour l'ensemble de cette opération, l'Agence de l'eau versera 4,8 MF.

L'extension de la capacité de stockage reçoit un financement de 2 MF.

Pour assurer la pérennité et l'extension des réseaux, 43 MF de travaux pourront être programmés.

Pour les moyens informatiques, logiciels, postes de travail et câblage, une dotation de 1,5 MF est prévue, charge entière pour ce budget, aucune recette n'étant attendue dans ce domaine.

2 - Les investissements financiers -

C'est le poste le plus élevé de ce budget.

L'amortissement du capital de la dette s'élève à 39,45 MF. Des remboursements anticipés de capital pourront être négociés à hauteur de 3 MF.

L'amortissement des installations techniques amène une recette nette de 62 MF auquel s'ajoute l'autofinancement prévisionnel de 31 MF.

Les créances de TVA, mouvements d'ordre en dépenses et en recettes, s'élèvent à 12,159 MF.

Le financement des investissements et l'équilibre du budget sont assurés sans besoin d'avoir recours à l'emprunt.

Budget primitif 1997 - budget annexe des eaux - section d'investissement (en F) - tableau n° 4 -

	Investissement opérationnel	Dépenses 1997	Recettes 1997	Charge nette 1997
0136	Moyens généraux	30 000		30 000
0112	Informatique	1 506 000		1 506 000
0137	Réseaux :	43 030 000	4 500 000	38 530 000
	- réseaux SDEI	9 000 000		9 000 000
	- réseaux SEREPI	4 000 000		4 000 000
	- réseaux CGE	20 030 000		20 030 000
	- renouvellement fonte grise	4 000 000	4 500 000	- 500 000
	- réseaux en participation	6 000 000		6 000 000
138	Capacité de stockage	2 000 000		2 000 000
0139	Sécurité de la ressource	25 500 000	4 800 000	20 700 000
	TVA sur opérations		12 159 297	- 12 159 297
	total investissements opérationnels	72 066 000	21 459 297	50 606 703

Investissements financiers :				
- FCTVA			1 509 750	- 1 509 750
- amortissement	10 340 542		65 544 757	- 55 204 215
- dette	42 449 835		1 375 656	41 074 179
dont remboursement anticipé : 3 MF				
- créance (TVA et usine de secours)	12 159 297		17 112 552	- 4 953 255
Dépenses imprévues	986 338			986 338
Autofinancement			31 000 000	- 31 000 000
total investissements financiers	65 936 012		116 542 715	50 606 703
total général de la section	138 002 012		138 002 012	0

B - Propose de délibérer en conséquence ;

Vu le présent dossier ;

Vu sa délibération en date du 19 décembre 1996 ;

Oùï l'avis de sa commission finances et programmation ;

DELIBERE

1° - Approuve le budget primitif de l'exercice 1997 du budget annexe des eaux arrêté à 289 125 739 F en dépenses et en recettes.

2° - Décide :

a) - l'attribution de subventions accordées, telles qu'elles figurent dans l'état annexé au projet de budget,

b) - de fixer le prix de base de l'eau, conformément à l'avenant n° 11 du contrat d'affermage approuvé par sa délibération en date du 19 décembre 1996.

3° - Applique les durées d'amortissement telles qu'approuvées par sa délibération en date du 2 décembre 1996.

4° - Confirme que, pendant l'année 1997, l'ensemble des dispositions prises par l'Etat en matière de charges salariales s'étendront également aux agents communautaires.

5° - Fixe la contre-valeur de la taxe de Voies navigables de France à 0,015 F HT le mètre cube d'eau potable facturé.

6° - Les crédits sont exécutoires par le comptable public pour leurs montants par compte à deux chiffres pour la section d'investissement et des classes 6 et 7 d'exploitation à l'exception des comptes "60", achats et variations des stocks, "61", services extérieurs, "62", autres services extérieurs, "709", ristournes qui forment un chapitre.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,